



PROCHE ET MOYEN-ORIENT PARTI PRIS

Gaza, où meurt notre humanité

Ce n'est pas seulement une humanité concrète, celle des vies irrémédiablement perdues, qui se meurt au Proche-Orient. C'est l'idée même d'une humanité commune que ruine la vengeance sans frein ni limites de l'État d'Israël contre la population palestinienne de Gaza en riposte au massacre commis par le Hamas.

Edwy Plenel - 7 décembre 2023 à 11h43

*P*ense aux autres, est le titre et le refrain d'un célèbre poème de Mahmoud Darwich (1941-2008), sans doute le plus grand poète arabe de notre modernité tant son œuvre ne se réduit pas à la cause palestinienne dont il fut le chantre (son œuvre est traduit en français par Elias Sanbar).

« *Quand tu mènes tes guerres, pense aux autres. / (N'oublie pas ceux qui réclament la paix.)* », dit sa deuxième strophe.

Ce poème est aussi un témoignage car Darwich a grandi dans la conscience de ce souci de l'autre, fût-il ennemi, ayant vécu en Israël jusqu'en 1970, appris l'hébreu comme sa première langue étrangère et découvert dans cette langue la littérature européenne.

Penser aux autres. Ne pas s'enfermer dans une identité close. Ne pas laisser l'émotion détruire l'empathie. Ne pas barbariser l'autre au risque de se barbariser soi-même. Ne pas renoncer à cette élémentaire sensibilité où s'exprime notre souci du monde et du vivant. Or c'est peu dire qu'en France, la scène politique et médiatique n'y incite pas, voire s'y refuse.

Un refus qui peut aller jusqu'à l'ignominie puisqu'on a pu entendre une éditorialiste faire le tri entre des enfants morts selon qu'ils aient été tués « *délibérément* » (en Israël, dans l'attaque du 7 octobre) ou tués « *involontairement* » (à Gaza sous les bombes, depuis). La compassion pour les

premiers, proclamés victimes de la barbarie, est à la mesure de la déshumanisation des seconds, décrétés tués par la civilisation.

Contribuant à invisibiliser la durable injustice faite au peuple palestinien, tant qu'Israël en occupe et colonise les territoires (en violation depuis 1967 des résolutions de l'ONU) et que ses gouvernants lui refusent le droit de vivre dans un État souverain (en violation des accords d'Oslo de 1993), le discours qui nourrit cette insensibilité fait comme si l'histoire s'était arrêtée le 7 octobre 2023, avec les massacres commis par les combattants du Hamas qui ont fait 1 200 victimes.

Brandi en présent monstrueux, sans passé ni futur, sans cause ni issue, cet événement terrifiant devient, pour les gouvernants d'Israël et leurs alliés, l'alibi de leur aveuglement. Organisée par la propagande étatique israélienne, la projection des images des tueries du 7 octobre, attestant de crimes de guerre, sert de justification à une riposte qui, elle-même, viole les lois de la guerre, transformant la contre-attaque militaire face au Hamas en une vengeance meurtrière indistincte contre la population palestinienne de Gaza.

Jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, autant de civils (15 800 morts au récent décompte réalisé par le gouvernement du Hamas), de familles entières, de femmes et d'enfants, de soignant-es et d'humanitaires, de journalistes et de professionnel·les des médias – au moins 56 tué-es, soit plus d'un par jour d'offensive israélienne –, etc., n'ont perdu la vie dans un conflit armé en si peu de temps et sur un si petit territoire.

Jamais, non plus, un tel déplacement forcé de population, dans des conditions sanitaires et humanitaires catastrophiques, ne s'est produit dans cette même unité de temps et de lieu. Environ 1,9 million de personnes, soit 80 % de la population gazaouie, ont dû fuir, quittant leurs habitations, abandonnant leurs biens, perdant leurs repères pour devenir des réfugié-es et des exilé-es. Une fuite sans répit et sans abri puisque, désormais, l'armée

israélienne attaque le sud de la bande de Gaza vers lequel ces foules ont convergé.

À cette échelle de violence, il ne s'agit pas de dommages collatéraux mais bel et bien d'une stratégie guerrière qui s'en prend au peuple tout entier dont est issu l'ennemi particulier visé : but de guerre proclamé par Israël, l'anéantissement du Hamas est devenu sous nos yeux la destruction de la bande de Gaza, de ses villes, de son histoire et de sa sociabilité, de son passé et de son futur, de ses lieux de vie et de travail. Avec pour conséquence ultime, l'effacement de son peuple, expulsé de sa propre terre.

« Nous sommes proches de l'heure la plus sombre de l'humanité. »

Richard Peeperkorn, responsable de l'OMS dans les Territoires palestiniens

Entre désespoir et colère, la sidération qu'exprime l'ensemble des organisations internationales, sans en excepter une seule, qu'il s'agisse des agences onusiennes telle l'UNRWA ou des ONG comme Médecins sans frontières, est à la mesure de cette catastrophe inédite.

« Nous sommes proches de l'heure la plus sombre de l'humanité », n'hésite pas à déclarer le responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans les Territoires palestiniens occupés.

Solennelle et inhabituelle, tant la neutralité du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) lui enjoint d'ordinaire le silence, la récente prise de parole publique de sa présidente, Mirjana Spoljaric, lance la même alarme : « Le niveau de souffrance humaine est intolérable. Il est inacceptable que les civils n'aient aucun endroit sûr où aller à Gaza et, avec un siège militaire en place, il n'y a pas non plus de réponse humanitaire adéquate possible à l'heure actuelle. »

Confronté à la complicité, et donc à l'inaction, des alliés occidentaux d'Israël, au premier chef les États-Unis, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, essaye, en vain jusqu'ici, de secouer leur indifférence. Pour la première fois depuis le début de son mandat en 2017, il vient d'invoquer l'article 99 de la Charte des Nations unies qui lui donne le droit d'attirer « l'attention du Conseil de

sécurité sur toute question qui, à son avis, pourrait menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales ». Un recours justifié, selon le porte-parole de l'ONU, par « l'ampleur des pertes en vies humaines en si peu de temps ».

L'Occident est en train de perdre le monde à force de prétention et d'ignorance.

Répétition de la politique de la peur qui inspira la réponse des États-Unis aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, la stratégie israélienne est une perte morale. Quels que soient les succès militaires revendiqués par Israël, ils finiront par signer sa défaite politique et diplomatique. Car, loin de garantir la sécurité de son peuple, ils l'entraîneront dans une guerre sans fin. Comment imaginer qu'Israël puisse vivre durablement au Proche-Orient en s'imaginant place forte d'un Occident dominateur, méprisant tous les peuples alentour ? D'un Occident qui, de plus, est en train de perdre le monde à force de prétention et d'ignorance.

Précédée de mensonges éhontés et accompagnée de violations infinies des droits humains jusqu'à la légitimation officielle de la torture, la riposte américaine au 11-Septembre n'a fait qu'accroître la dangerosité internationale, ravageant des États souverains, suscitant de nouveaux terrorismes, humiliant des peuples entiers et fédérant leur ressentiment durable. Le tout au grand bénéfice de la Chine et de la Russie qui, pour l'une, s'est hissée au rang de deuxième et potentiellement première puissance économique mondiale, tandis que l'autre renouait avec une logique impériale agressive, de la Syrie à l'Ukraine, en passant par le continent africain.

Loin des idéaux démocratiques dont se paraient les États-Unis tout en les piétinant, leur intervention n'a aucunement aidé les peuples concernés à gagner en liberté et en démocratie. C'est même radicalement l'inverse. Au résultat final, après le retrait piteux des troupes américaines, les talibans sont de retour au pouvoir en Afghanistan depuis 2021, au désespoir, notamment, des femmes afghanes.

Cible prioritaire de leur prétention à réorganiser la région, la République islamique d'Iran n'a cessé d'accroître son influence géopolitique, d'Irak en Syrie, du Liban au Yémen, sans oublier Gaza *via* le Hamas, tandis que la théocratie qui la dirige réprime les espérances émancipatrices des Iranien·nes.

Enfin, l'Arabie saoudite, monarchie religieuse qui fut le terreau idéologique d'Al-Qaïda, n'est nullement inquiétée pour ses violations des droits humains mais, en revanche, s'imagine plus que jamais en centre du monde, au point d'avoir été choisie pour accueillir l'Exposition universelle de 2030.

Le « coup d'État identitaire » de Benyamin Nétanyahou

À deux décennies de distance, la réaction israélienne n'est cependant pas qu'une répétition de l'aveuglement américain. Elle l'aggrave, au risque d'égarer la planète tout entière, par sa démesure idéologique. Le pouvoir politique qui dirige aujourd'hui Israël et qui par conséquent mène cette guerre, incarne en effet une rupture radicale, ayant poussé jusqu'à ses conséquences extrêmes l'inférieure logique identitaire de la colonisation, de supériorité des civilisations et de hiérarchie des humanités.

Sous le règne de Benyamin Nétanyahou (au pouvoir sans discontinuer depuis 2009, à l'exception d'un bref intermède en 2021-2022), l'idéologie nationaliste religieuse a pris les commandes de l'État d'Israël avec un « coup d'État identitaire » comme l'a écrit le journaliste Charles Enderlin. Depuis 2018, une loi fondamentale, soit le plus haut degré possible en l'absence de Constitution, définit Israël comme le « foyer national du peuple juif » sans aucune référence au principe démocratique de l'égalité des droits.

Légitimant une suprématie identitaire qui discrimine les minorités arabe et druze, elle rompt avec la déclaration d'indépendance de 1948 qui enjoignait à Israël d'assurer « une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe ». Loin d'une embaardée démagogique, cette radicalisation idéologique marque l'installation aux

commandes de l'État d'Israël de forces politiques assumant une rupture avec toute vision universaliste : pas d'égalité naturelle, pas de droit international, pas d'humanité commune.

Pis, cette idéologie est destinée à l'exportation, comme en témoigne la notoriété auprès des droites extrêmes états-unienne et européennes de son théoricien et propagandiste, l'Israélo-Américain Yoram Hazony, auteur d'un best-seller traduit dans une vingtaine de langues, *Les Vertus du nationalisme*. Ce n'est rien de moins qu'un recyclage contemporain du nationalisme intégral de Charles Maurras, l'antisémitisme en moins, dont l'édition française est préfacée par un propagandiste d'extrême droite, Gilles-William Goldnadel.

Dénonçant le « fanatisme de l'universel » et « l'internationalisme libéral », ce plaidoyer pour l'avènement d'un « ordre des États nationaux » entend mettre fin aux valeurs supranationales promues par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, dans la conscience que des États-nations pouvaient devenir les pires ennemis du genre humain. Ce nationalisme radical implique que les nations ne doivent avoir de comptes à rendre qu'à elles-mêmes, refusant « de transférer les pouvoirs du gouvernement à des institutions universelles ».

« Nous ne devrions pas tolérer que la moindre parcelle de notre liberté soit transmise à des institutions étrangères, quelle qu'en soit la raison, écrit Yoram Hazony. Il en va de même par rapport aux lois qui ne sont pas celles de notre propre nation. » Ce rejet de tout principe universel accompagne une conception ethnique de la nation, revendiquant son « homogénéité interne » face aux « minorités nationales et tribales » dont les revendications pourraient la défaire.

La page ouverte en 1948, en même temps que naissait Israël, d'une humanité commune régie par des principes universels opposables aux États-nations serait ainsi refermée. Il ne s'agit rien de moins que d'un retour en arrière jusqu'aux causes mêmes de la catastrophe européenne puis mondiale, ces nationalismes égoïstes, oppresseurs et dominateurs dont les peuples, dans la

première moitié du XX^e siècle, ont subi les ravages et les crimes, jusqu'à celui de génocide, tant fascisme et nazisme en furent les produits extrêmes.

À l'urgence humanitaire qui, pour le sort des Palestinien·nes comme des Israélien·nes, exige un cessez-le-feu immédiat et durable à Gaza, s'ajoute donc un

impératif politique qui concerne toute la communauté internationale si, du moins, elle existe encore : mettre un coup d'arrêt à cette fuite en avant guerrière et identitaire où se meurt notre humanité.

Edwy Plenel

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Edwy Plenel